

Redonner de la force à la démocratie et à la citoyenneté

Si les engagements des élus étant une véritable conviction, le côté mercantile apparaît aussi.

Les participants se sont prononcés (sans qu'il n'y ait un consensus général) pour :

- une limitation du nombre de mandats (deux mandats successifs)
- un renforcement des règles de non cumul,
- revisiter les avantages dont disposent les grands élus (députés, sénateurs, anciens présidents de la république....) car ceux-ci apparaissent comme étant très coûteux
- rendre le vote obligatoire, car aujourd'hui l'abstention est devenu le premier parti de France
- Limitation de l'âge des élus,
- Limiter/encadrer le cumul des retraites des ex-élus
- Comptabilisation du vote blanc

Les participants ont souligné la difficulté de saisir leurs députés, que parfois ils ne connaissent même pas (manque de visibilité sur le terrain). Par ailleurs, les médias restent trop superficiels sur le traitement de certains sujets.

Les participants sont partagés entre un renouveau nécessaire de la classe politique (notamment illustré par le mouvement « LREM » lors des dernières législatives) et le manque d'expérience de ces nouveaux venus.

Les participants se sont interrogés sur la Constitution actuelle et s'interroge à savoir si elle était en phase avec la société actuelle ? Ils ont souligné que sa rénovation était nécessaire, tout en conservant certaines choses positives (pas de détail précis).

Attention à l'idée d'instaurer la proportionnelle, car cela pourrait devenir ingouvernable.

Les Participants se sont interrogés sur le rôle du sénat et sur la nécessité de le conserver et aussi de réduire le nombre d'élus.

Sur la question des référendums, certains pensent que ce n'est pas aujourd'hui dans les habitudes des Français, et que cela s'apparente à la boîte de Pandore.

Il conviendrait de reconnaître justement le travail des élus locaux notamment les maires des petites communes en leur donnant les moyens de se consacrer à leur mandat notamment lorsqu'ils exercent une activité professionnelle.

Fiscalité et Dépenses publiques

- ✓ La pauvreté est omniprésente, bon nombre de ménages n'ont pas les moyens de boucler les fins de mois.
- ✓ La RGTT a provoqué une augmentation de certaines dépenses (frais de déplacement par exemple).
- ✓ La fusion des régions et de certains services de l'Etat est-elle une réelle économie ?
- ✓ Il est nécessaire de réduire les dépenses de certaines collectivités (conseils départementaux, conseils régionaux).
- ✓ Une concentration excessive sur les métropoles a entraîné la désertification des zones rurales.

- ✓ Mettre en place une rémunération maximum pour les hauts dirigeants d'entreprise ou pour les sportifs (même si cela semble complexe dans un contexte de mondialisation).
- ✓ Lutter contre l'évasion fiscale
- ✓ Réduire les inégalités fiscales
- ✓ Le déficit budgétaire est un motif d'augmentation des taxes et impôts.
- ✓ La France est un des pays les plus redistributifs au monde justifiant les impôts.
- ✓ Il semble important de ne pas voter un budget en déficit.
- ✓ Le nombre d'échelons administratifs et de communes est trop important.
- ✓ Un chef de file régional semble nécessaire pour mieux coordonner les actions en transversalité.
- ✓ Mettre en place la taxe Tobin.
- ✓ Réduire le train de vie de l'Etat apparaîtrait comme une mesure exemplaire.
- ✓ Revaloriser le taux du livret A
- ✓ Revoir la CSG des retraités en la calculant sur une base individuelle et non au ménage.
- ✓ Tout le monde doit payer un « impôt », même symbolique, de façon à responsabiliser tout le monde
- ✓ Harmonisation fiscale européenne puis mondiale.
- ✓ Réaliser le prélèvement à la source pour éviter l'évasion fiscale concernant les impôts sur les sociétés.
- ✓ Il n'est pas normal que les grandes entreprises puissent être moins taxées que les petits commerces, en jouant sur des règles fiscales complexes et particulières ou par des montages avantageux.
- ✓ Il est nécessaire de taxer les GAFA, qui engrangent des milliards et ne payent quasi rien.
- ✓ Idée de rémunérer les parlementaires en fonction de leur présence effective au Parlement.
- ✓ Une concentration importante des richesses sur peu de personnes n'est pas équitable et indécente.
- ✓ Le système des pays scandinaves est mis en avant. Il existe une « honnêteté intellectuelle », qui serait bénéfique en France.

Organisation de l'Etat

- ✓ Les participants ont souligné une désertification des services publics dans les zones rurales, et souhaitent leur retour sous une forme ou sous une autre.
- ✓ Il faut s'interroger sur l'essence même des services publics et définir les services qu'ils devraient maintenir (santé, police, enseignement.....).
- ✓ Idée d'interdire aux énarques de faire de la politique, car aujourd'hui c'est la technocratie qui nous dirige.
- ✓ Rétablir l'ascenseur social qui semble avoir disparu en renforçant les formations accessibles à tous.
- ✓ Mettre la priorité sur l'enseignement primaire.
- ✓ Un chef de file devrait être nommé pour mener à bien les projets et mieux les coordonner.
- ✓ Une interrogation a été soulevée pour savoir s'il n'y avait pas trop de fonctionnaires (12% de plus que dans d'autres pays), mais nous avons pourtant des spécificités en France pouvant expliquer cela.
- ✓ La digitalisation des services est en train de créer une fracture entre ceux qui sont à l'aise avec les nouveaux outils, et ceux qui ne le sont pas.

- ✓ Il a été souligné une méconnaissance générale de la population envers les attributions des différentes entités (villes, intercommunalités, départements, régions).
- ✓ Les hôpitaux sont devenus pour certains des centres de profit, avant d'être des centres de soin.
- ✓ Des décisions importantes (80 km/h sur les routes, attributions zones police/gendarmerie) sont prises de façon verticale, dégradant notre quotidien.
- ✓ Il est indispensable qu'à tous les niveaux on joue le jeu de faire des économies (présidence, ministères, etc..).
- ✓ Il est nécessaire qu'un mouvement venant du peuple, avec des revendications légitimes, soit entendu.

Transition écologique

- ✓ Les recettes doivent être affectées aux dépenses.
- ✓ Développer et investir dans la recherche écologique.
- ✓ Les participants sont contre l'écologie punitive.
- ✓ Réduire le gaspillage alimentaire, source de dépenses inutiles
- ✓ Une adaptation du mode de vie semble nécessaire.
- ✓ Interrogation : une centrale nucléaire est-elle vraiment si polluante par rapport à celles au charbon ou gaz ?
- ✓ Comment faire pour se déplacer en voiture à moindre coût dans les zones rurales ou pour se rendre à son travail ?
- ✓ La transition énergétique apparaît comme brutale et mal préparée sans cohérence.
- ✓ Favoriser la production locale plutôt qu'à l'autre bout du monde
- ✓ Remettre en état les voies ferrées pour améliorer les transports en commun.
- ✓ Le tout électrique est-il possible ?
- ✓ Ne pas permettre les effets d'aubaine (isolation à 1€ par exemple)
- ✓ Photovoltaïque à développer sur les bâtiments industriels et publics
- ✓ Développer une écologie cohérente, les changements de texte rapides (loi des finances) ne permettent pas une lisibilité à long terme.
- ✓ Adapter les crédits au regard des ressources, donner plus aux plus pauvres et permettre une accessibilité à tous.
- ✓ Il est dénoncé un manque flagrant de pédagogie autour de la « taxe carbone »
- ✓ La nuit, on est parfois en plein sur-éclairage, qui est coûteux et polluant.
- ✓ Les véhicules électriques sont-ils une fausse bonne idée ? L'électricité n'est pas si simple à produire.
- ✓ Les bons gestes au quotidien de chacun peuvent avoir un impact au final.
- ✓ Réduire la précarité énergétique en aidant mieux financièrement les locataires et propriétaires (mieux répartir les situations fiscales)